



Inventer ensemble
Un devenir commun

Amitié Sud-Nord

Revue de l'Association pour la formation
au développement humain

MARS n°54
Trimestriel

EDITORIAL

Ce numéro d'ASN se fait l'écho de moments forts de rencontre. Qu'il s'agisse du Forum Social Mondial de Dakar ou de la formation "genre et non discrimination" organisée par l'OIT à Turin dans le cadre du projet FSP, ces rencontres ont été une chance pour notre association et bien dans la ligne de l'article 4 de notre charte.

Pour ma part j'ai eu la chance, avec plusieurs membres français, et seulement après trois heures de route et non sept heures d'avion, de rencontrer les membres africains présents à Turin. Ce fut l'occasion d'une discussion et d'un échange fructueux et prometteur.

J'ai pu constater, et ceci à partir de toutes les occasions de rencontre ou de formation dont nous avons des échos, que les bénéficiaires sont bien décidés à en restituer les acquis à leur cellule ASFODEVH locale. Et je m'en réjouis car c'est la sève même de notre association qui circule ainsi pour la rendre plus vigoureuse et plus efficace.

Nous sommes décidément déjà en marche vers l'AG 2011 à Bobo Dioulasso cet été. Ayons à cœur de répondre aux appels que nous lancent le PAF et le CA. A bientôt donc pour ce nouveau rendez-vous.

Pierre-Marie ANDRE – Président

SOMMAIRE

Page 1

- Editorial
- Forum Social Mondial

Page 2

- FSM suite: Accaparement des terres en Afrique
- Rencontre OIT à Turin

Page 3

- Un Ancien parle de l'Indépendance au Niger

Page 4

- Vers l'Assemblée Générale

Le 11^{ème} Forum Social à Dakar, 6-11 février 2011



Quatre Membres
ASFODEVH y ont
participé

Un peu d'histoire

En 2001 a été organisé le premier Forum Social Mondial, en opposition au Forum Economique Mondial de Davos, sur le thème qu'« un autre monde est possible ». Pendant trois ans, le FSM a poursuivi ses débats, à Porto Allegre, au Brésil.

D'autres FSM se sont tenus ensuite, en Asie : Mumbai en 2004, ou en Afrique : Nairobi en 2007. Un mouvement, l'altermondialisme, a peu à peu pris forme autour d'une critique du libéralisme économique, mettant en avant des valeurs comme la démocratie, la justice économique, la sauvegarde de l'environnement, les droits humains, en vue d'une mondialisation maîtrisée et solidaire. L'an dernier, le FSM de Bélem, au Brésil, a rassemblé cent trente mille participants et dénoncé une fois de plus le capitalisme sauvage. La crise économique dans laquelle nous nous débattons légitime ces critiques.

Un mouvement dynamique dans la durée

Des témoins présents à Dakar l'attestent. Bernard Pinaud par exemple, du CCFD-Terre Solidaire affirme « une société civile mondiale émerge, même si cela est difficile et prend du temps... de nombreux réseaux sont nés dans l'espace du FSM avec des connexions en Europe, Asie, Amérique latine, Afrique ... » et Gustave Massiah, ancien du CRID ajoute : « le fait que les thèmes à l'ordre du jour du G20 ressemblent aux titres de nos ateliers est déjà une victoire... Mais après des effets d'annonce, les actions posées ne vont pas dans le sens d'un rééquilibrage du monde, de la réduction des inégalités et du droit à s'alimenter. Après dix ans, Le FSM doit rester vigilant et aller plus loin pour affirmer quel est cet autre monde dont on a besoin... »

L'apport du FSM de Dakar

D'abord une très large participation africaine, notamment des femmes. Bien des thèmes abordés les concernaient directement : la souveraineté alimentaire, l'accès à l'eau et à la terre, l'exploitation des ressources naturelles ... Mais le FSM s'est aussi attaqué aux problèmes des migrations et une « Charte mondiale des migrants » rédigée avec l'apport de milliers de migrants de quatre continents, a été signée à Gorée, petite île en face de Dakar, lieu hautement symbolique de la traite négrière.

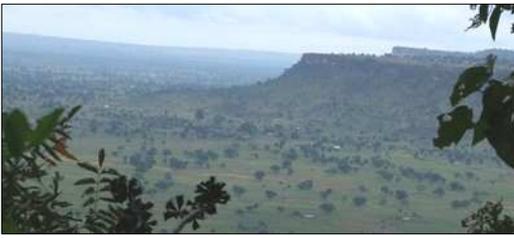
Le CCFD a défendu l'idée d'une taxe sur les transactions financières ainsi que la régulation des ressources agricoles. Une plate-forme s'est renforcée pour un « stop aux paradis fiscaux ». Des occasions de dialogue entre les religions ont été créées.

Une large part des débats a été consacrée à l'accaparement des terres agricoles à des fins spéculatives, problème devenu très important.

La participation d'ASFODEVH

4 membres d'ASFODEVH étaient déjà au Sénégal pour une session sur le « genre » dans le cadre du projet « tomates » : Sr Emilie Somda, Talaré Tchiombiano, Luc Daga, Marie Clémence Mba Tsogo. Ils ont pu ainsi participer au FSM. Un peu perdus au milieu d'une foule de dizaines de milliers de participants et devant une multitude de propositions, ils ont choisi un Atelier «souveraineté alimentaire et équité de genre » et un autre sur « l'accaparement des terres ». Ils ont aussi pu visiter une grande foire (la FIARA) sur l'élevage et l'agriculture. Sr Emilie a également pris part à un Atelier « foi et culture ».

suite page 2



Un problème majeur posé au FSM : **L'ACCAPAREMENT DES TERRES**

*Cris d'alarme de paysans africains
relevés dans le journal Libération du 9 février 2011*

« Malgré les conditions climatiques qui s'aggravent, on a encore **des terres fertiles qu'on ne cultive plus car elles sont trop chères**. Il y a la location, la redevance, les engrais, des engrais parfois importés des Etats-Unis et qui tuent nos sols. Des semences OGM qui mettent les paysans du pays à la merci des grandes firmes : il faut payer les graines à chaque récolte ...

On encourage le maraîchage et le jardinage auprès des communautés de base. On a lancé des cuisines collectives et des cantines scolaires dans les villages. Sur un principe de proximité alimentaire : de la cuisine locale avec des aliments locaux. Cela semble peu, mais c'est par là que commence la réappropriation de notre culture »

Maïga el Moctar, Mali

« On est en train de faire de nous des paysans sans terre... Certaines cultures se substituent à celles qui nourrissent. Le manioc ? Il vient du Brésil. Nous c'est l'arachide, le mil, qui font partie de notre patrimoine. L'arachide est menacée par l'huile de soja, importée du Brésil, de l'Argentine, et vendue moins cher sur les états... On laisse le milieu rural sans moyen de lutter face à l'agrobusiness.

L'accaparement des terres s'abat sur nous comme des nuées de criquets sur les récoltes. Tour à tour, la Corée du Sud et la Chine ont fait main basse sur nos terres. L'Arabie Saoudite mange des rizières pour exporter du riz : 200 000 hectares. Les Etats Unis, via des firmes, achètent à tour de bras pour cultiver des agrocarburants. **Les agrocarburants, ça ne se mange pas : ça nous détruit de l'intérieur.** »

Mariam Sow, Sénégal

« Ce sont souvent des hauts responsables de l'Etat qui accaparent les terres, sur fond de culture intensive de palmiers à huile, encouragée par une présidence très libérale. Une culture de rente. Avec la bénédiction de programmes censés lutter contre le mal-développement et qui disent : libéralisez, ouvrez le pays aux investisseurs, abaissez les barrières douanières... Avec un effet pervers terrible, car en ne taxant plus certains produits alimentaires, on se fait laminer.

Les petits paysans, pourtant majoritaires, baissent les bras. Ils vendent leurs terres à vil prix et viennent grossir le flot des exclus sociaux qui finissent dans les bidonvilles et deviennent, au mieux, des vendeurs ambulants. La situation ne cesse de se dégrader. Et les pays riches en sont responsables aussi. La part de l'aide publique au développement consacrée au soutien agricole a fondu : elle ne représente plus rien.

Martin Lavagbe, Bénin



LUC DAGA RACONTE SON FSM

Avec les autres membres du Consortium « **Tchiwara** » - notre équipe ONG pour le projet « tomates et genre » - nous avons animé un Atelier sur la sécurité alimentaire et l'équité de genre. ASFODEVH a présenté des échantillons de la sauce tomate et a expliqué la prise en compte du genre dans le processus de transformation. Un risque de récupération du projet sauce tomate par les hommes existe si le volet genre n'est pas bien fait. **Seul un travail sérieux avec les femmes en collaboration avec leur mari à l'aide de différents outils genre permettra une appropriation du projet par les femmes.**

Une expérience à noter : celle de femmes productrices du Sénégal. Très organisées, elles ont décidé d'intégrer les partis politiques avec les membres de leur groupement ou association et elles ont réussi à faire positionner certaines des leurs sur les listes pour les élections municipales. Elles ont réussi à avoir quelques conseillères. Une fois conseillères, elles se sont mis ensemble quelque soit leur parti pour dégager des candidates pour les postes du bureau communal. Un groupe de sept conseillères dont une adjointe au maire (analphabète) est venu témoigner. **De cette position, elles ont réussi à modifier pour le moment le plan d'urbanisation qui prévoyait de morceler leur parcelle de maraîchage et de vendre.**

« **Afrique Verte** » a présenté diverses activités de transformation, notamment au Burkina et au Mali, en mettant l'accent sur leur slogan très cher " les Sahéliens peuvent nourrir le Sahel". Les femmes se plaisent à dire " **les Sahéliennes peuvent nourrir le Sahel**". Ce slogan est un véritable défi qu'elles entendent bien relever.

Le genre constitue aujourd'hui une véritable opportunité pour l'intégration des femmes dans le processus de développement et donc pour la sécurité alimentaire. **L.D.**



« Genre et non-discrimination »

Autour de ce thème, l'Organisation Internationale du Travail **OIT** a réalisé à Turin du 7 au 18 mars 2011 un stage présentiel faisant suite à une formation en ligne sur le « genre ». Cinq membres ASFODEVH ont suivi l'ensemble de cette formation et se sont vu remettre le Certificat de l'**OIT** : Luc Daga et Sylvie Chablis du Bénin, Emilie Somda et Angéline Neya Dombwa du Burkina Faso et Karim Adam du Togo.

La Délégation d'ASFODEVH a accueilli, avec joie, le dernier jour de la formation, la visite du Président de l'association accompagné de 3 autres membres, venus exprès du Nice à Turin. Ils ont pu prendre part à la présentation du projet de retour des participants et à la remise des certificats. Un échange sur des questions pratiques et cette visite ont été très appréciés.

Après 50 ans d'indépendance

UN TEMOIGNAGE DU NIGER

1960-2010, cela fait 50 ans que les Etats d'Afrique francophone ont accédé à l'indépendance. Celle-ci a été fêtée avec faste dans plusieurs Etats comme l'expression de la libération et de la souveraineté nationale. Le contexte actuel nous pousse à une véritable introspection, des indépendances à la société d'aujourd'hui. Au Niger, dans la ville de Maradi, nous sommes allés à la rencontre d'un vieil homme qui a connu cette période. Voici la substance de notre entretien.



En 1960, **Monsieur Moussa Diakhité** a 17 ans. Après l'Ecole Militaire, il se retrouve au cœur de l'enseignement primaire en qualité de moniteur. Membre du comité du parti PPN/RDA de sa région, il assumera pendant longtemps, cumulativement à ses fonctions d'enseignant, le poste de secrétaire général de la jeunesse.

Omar Kondo : *Cela fait 50 ans que le Niger a accédé à l'indépendance. Vous avez connu ce passage de la période de colonisation à l'indépendance. Quelle est votre analyse ?*

Moussa Diakhité : C'est avec nostalgie que j'évoque les premiers moments de cette indépendance et la fin des privations, des emprisonnements, des déportations et des exils, conséquence des luttes politiques internes qui opposaient deux partis. « L'apprentissage de la souveraineté nationale fût douloureux ».

Diori Hamani, incarnera le rassembleur et le défenseur de l'unité nationale dans un pays qui manquait de tout : pas d'écoles, pas de maîtres, pas de cadres nigériens, pas d'infrastructures ... « Bien qu'ils fussent insuffisants et non formés, ces travailleurs avaient le mérite d'être conscients et pleins de volonté ... Un seul lycée, deux cours normaux, cinq cours complémentaires et une seule université incarneront le rassemblement de tous les jeunes du pays dans une volonté de connaissance et de partage de la culture de l'autre ! »

« Le PPN/RDA a lutté pour l'indépendance mais n'a pas réussi son exercice de gestion politique du pouvoir car il a eu toutes les difficultés pour répondre aux attentes du moment qui avaient pour nom : indépendance politique et économique, souveraineté et identité nationale ! »

En 1974, Seyni Kountché placera l'unité nationale au cœur de tous les aspects de la vie socioculturelle et économique du pays ; en témoignent : les samarias, les festivals de jeunesse et bien d'autres. Les infrastructures ont poussé du sol, les sociétés et les entreprises se sont développées avec l'impact économique de l'uranium. Les grands projets de développement ont été consolidés ou initiés grâce au concours de la coopération internationale. Mais la crise économique en 1982 est venue plomber les efforts et les sacrifices consentis.

En 1990, La décrispation née du multipartisme nous a apporté la liberté d'opinion et d'association avec un foisonnement de partis politiques. Nous avons connu des moments forts et difficiles ; aujourd'hui encore nos hommes politiques se doivent de faire preuve de maturité et de nationalisme.

Omar Kondo : *Quelle est votre bilan aujourd'hui après 50 ans ?*

Moussa Diakhité : Je suis plutôt heureux et satisfait de voir que notre souveraineté et notre unité nationale se sont consolidées davantage et les perspectives s'annoncent bien avec les nouveaux enjeux autour de l'uranium, du pétrole et les énormes potentialités qui attendent d'être mises en valeur.

Heureux de voir une école pour tous et partout, la scolarisation surtout pour les jeunes filles qui devient une réalité. Heureux de voir le potentiel de jeunes cadres bien formés même si l'emploi pour tous reste encore un défi. Les centres de santé, les routes, les infrastructures acquis et réalisés en 50 ans nous donnent des raisons d'être fiers et heureux

Omar Kondo : *Votre sentiment à propos de la politique de votre pays ?*

Moussa Diakhité : Je suis heureux de voir que nous avons mûri politiquement malgré l'instabilité de régimes. Heureux de voir la femme nigérienne s'affirmer au devant de la scène politique, pour preuve nous avons une candidate aux élections présidentielles de 2011.

Voilà pourquoi je fonde beaucoup d'espoir sur l'empreinte que donnera le Conseil Consultatif National pour la sauvegarde de nos acquis et la mise de garde-fous pour enrayer la corruption, les détournements de fonds, la mauvaise gestion et tous les maux qui entravent une vraie démocratie.

Aux futurs dirigeants, une bonne alchimie pour conduire le peuple dans la concorde et la paix.

Je suis content de voir qu'en 50 ans, le Niger a bougé, a changé mais a toujours gardé le cap. Donc pour moi il faut consolider et progresser !!!



Entretien réalisé à Maradi (Quartier Ali Dan Sofu) par Omar Kondo le mardi 28 décembre 2010

Dernière heure : Le dimanche 13 mars 2011 Monsieur Mamadou ISSOUFOU a été élu président de la République avec près de 58 % des suffrages. Mamadou ISSOUFOU est diplômé de l'Ecole des Mines de Saint Etienne et spécialiste des questions énergétiques.

RENCONTRE DU PAF à Cotonou du 11 au 16 février 2011 :

avec Honoria Akogbeto
Odile Bonte
Omar Kondo
Yvette Sanfo - représentant Sr Emilie

Le PAF a travaillé :

- o le programme de l'assemblée générale de Bobo Dioulasso
- o la préparation de l'AG dans les Cellules
- o les questions à voir pour les orientations 2011 - 2013



Tous les détails dans **Le Courrier du Réseau** n° 8 paru en mars et n° 9 à paraître en mai

REUNION DU CA à Paris le 19 février 2011 : Décisions prises ...

1. Le CA est d'accord sur le programme proposé par le PAF pour l'AG de Bobo Dioulasso
2. Après étude du budget prévisionnel présenté pour l'AG, comportant un plan A (45 participants) et un plan B (35 participants) et devant l'incertitude des ressources escomptées, le CA décide d'attendre le 20 avril pour préciser son choix. Il fait confiance au Burkina pour poursuivre activement les demandes de subventions annoncées
3. Sur recommandation du PAF, le CA décide d'entreprendre une étude sur l'orientation 4.1. de Niamey concernant le transfert éventuel du secrétariat général d'ASFODEVH en Afrique
4. Le CA souhaite qu'une réflexion soit entreprise par les Commissions Socio-économique et Formation sur la dimension « professionnalisante » de la formation donnée par ASFODEVH, pour qu'un rapport puisse en être fait à l'AG.

CALENDRIER des RENCONTRES et ACTIVITES à venir :

- ♦ Réunion du CA à Paris le 16 avril 2011
- ♦ Réunion du PAF, avec représentation du CA, à Ouagadougou fin juin 2011
- ♦ Préparation dans **les Cellules** : actions à entreprendre d'ici juin 2011

Avant le 15 avril	<p>Chaque Cellule envoie au PAF sa feuille de route indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> * les dates et le programme de l'AG qu'elle prévoit au plan national * les prévisions de transport de la Cellule vers Bobo et retour (itinéraire, horaires, coûts, prises en charge ...)
Avant le 15 mai	<p>Chaque Cellule écrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> * son rapport d'activités pour les années 2009 et 2010 * son rapport financier pour l'année 2010... et l'envoi au Secrétariat général afin de les intégrer dans le rapport moral d'ASFODEVH qui fera l'objet d'ASN de Juin
Avant le 15 juin	<p>Chaque Cellule organise et réalise sa propre AG au plan national. Elle communique au PAF :</p> <ul style="list-style-type: none"> * la liste complète de ses membres * le nom des délégué(e)s désigné(e)s pour l'AG de Bobo * le choix de l'activité qui sera présentée à Bobo * les suggestions pour les futures orientations ASFODEVH

ACTIVITES DU Chargé de mission Omar KONDO

Suivant la décision prise par le CA dans sa réunion du 20 novembre 2010, le Président a signé une convention avec Omar Kondo pour une mission rémunérée d'un an à partir du 1^{er} février 2011 avec les objectifs suivants :

- o mettre en place le Réseau de Formation des Formateurs et lancer l'IFAC
- o aider le CA et les Cellules à préparer l'Assemblée Générale de Bobo Dioulasso

En vue d'atteindre ces objectifs, le **programme d'Omar** comprend une mission en France en avril pour des travaux avec la Commission Formation et le CA, ainsi que des missions dans certaines cellules à partir de mai : Mali, Guinée, Togo, Congo et RDC. Ces missions ont été décidées par le PAF en février et seront menées en étroite concertation avec Honoria Akogbeto, responsable du PAF, et avec Sr Emilie Somda, responsable du département socio-économique.